

DECLARATION DE LA COMMISSION EXECUTIVE CONFEDERALE

Enfermé par les engagements pris par la France dans le cadre du Pacte Budgétaire Européen, le gouvernement annonce une énième « réforme » des retraites dans une logique de réduction des dépenses publiques et sociales, logique encore réaffirmée et accentuée pour 2014.

Rappelant son opposition au Pacte Budgétaire Européen et à la logique d'austérité, mise en œuvre en Europe et en France, la Commission Exécutive réaffirme la détermination de FORCE OUVRIERE à combattre toute remise en cause des droits des salariés du public, du privé, des chômeurs et des retraités.

Conformément au mandat du Congrès confédéral, la Commission Exécutive Confédérale rappelle, en particulier, outre son refus d'une réforme dite systémique :

- Son opposition à tout nouvel allongement de la durée de cotisation, la durée actuelle étant déjà trop longue ;
- Son opposition à toute velléité de remise en cause du statut général de la fonction publique et du code des pensions civiles et militaires ;
- Son opposition à faire baisser le pouvoir d'achat des retraités et chômeurs.

Elle mandate le Bureau Confédéral pour développer et défendre, dès maintenant et largement, les positions, arguments et revendications de FORCE OUVRIERE, en matière de retraite, de pénibilité du travail, d'augmentation des salaires et de lutte pour l'emploi.

Sur ces bases, la Commission Exécutive décide d'une mobilisation dès la rentrée. A cette fin sur des revendications claires, elle mandate le Bureau Confédéral pour prendre contact avec d'autres organisations syndicales.

Votée à l'unanimité

Paris, le 5 juillet 2013